

L'ESPOIR HAUTE-VIENNE



Dispensé de timbrage Limoges C.T.C.



Mensuel - N° 261 - Déc. 2004 - Janv. 2005 - Fédération Socialiste de la Haute-Vienne - 9, Boulevard de la Cité - 87000 LIMOGES
e-mail : ps87@wanadoo.fr Téléphone 05 55 34 49 86 Télécopie 05 55 32 16 51

Le mot du Premier Secrétaire

Tout d'abord, tous mes vœux pour 2005 : santé, bonheur, accomplissement personnel dans votre vie privée et vos activités professionnelles et publiques.

L'année qui vient de s'achever a été, pour nous Socialistes, une très bonne année, particulièrement dans notre département. Année difficile certes avec beaucoup de travail mais année excellente : les cantonales, les régionales, les européennes et les sénatoriales se sont déroulées de la meilleure manière possible.

Le référendum interne s'est préparé dans des conditions de rigueur et de transparence complètes ; il s'est déroulé de manière exemplaire, sans dérapage ; le Parti ne s'est pas divisé, il reste uni et rassemblé.

Chez nous, le «non» est plus un «non» d'humeur qu'une démarche d'adhésion aux thèses des minorités. L'étude des résultats (*) montre que le pourcentage du «non» est important très souvent là où le PS est faiblement implanté, là où il y a des problèmes au sein de la section ou du conseil municipal ou même avec la population.

Les postures d'opposition en interne vont souvent de pair avec de la timidité, pour ne pas dire plus, vis-à-vis de nos concurrents, de nos adversaires et surtout avec l'absence de propositions constructives vers les citoyens, contribuables et électeurs.

*
* *

D'ici à 2007, où aura lieu «la mère de toutes les batailles», la présidentielle, suivie des législatives, il n'y aura pas de consultation électorale à l'exception majeure du référendum sur le Traité constitutionnel qui se déroulera sans doute avant l'été -mais nous n'avons pas la maîtrise du calendrier...

Notre campagne se fera sur nos valeurs propres. Elle ne sera bien évidemment pas une adhésion aux thèses de Chirac et elle ne devra pas être polluée par des éléments de politique intérieure ou

par le débat sur l'adhésion de la Turquie, adhésion qui n'aura éventuellement lieu que dans 15 ou 20 ans.

Cette année est aussi celle de l'élaboration de notre projet ; il sera bien évidemment l'affaire de tous -responsables, élus et surtout militants-.

*
* *

Notre fédération est une des premières de France par le nombre et la qualité de ses militants et de ses élus et par ses résultats aux diverses consultations.

Néanmoins rien n'est jamais acquis définitivement. Qui ne progresse pas recule !

Certains légers fléchissements, observés lors des précédentes consultations locales, pourraient être des signes annonciateurs de difficultés à venir.

La direction fédérale, en liaison avec les élus, et notamment les élus particulièrement concernés, va tenter de mettre sur pied un programme d'action permettant aux Socialistes de s'exprimer davantage dans la cité.

Nous consacrons beaucoup de temps à nos débats internes : conventions, congrès, projets, programmes, désignations, consultations diverses.

C'est un travail indispensable mais pas suffisant.

Il nous faut nous tourner plus vers l'extérieur et être attentifs aux autres.

Les instances fédérales et surtout les sections ne doivent pas être des clubs fermés mais des tribunes du haut desquelles nous nous adressons à celles et ceux dont nous sollicitons la confiance.

Double tâche donc, investissement double, mais c'est à ce prix que nous pourrons maintenir les acquis et progresser.

J.P.D.

(*) Les résultats du référendum comme ceux de toutes les désignations et élections sont consultables à la fédération par chaque militant.

Toute l'équipe fédérale vous présente ses meilleurs vœux pour 2005

■ Vie fédérale

François HOLLANDE à la rencontre des militants de la Haute-Vienne



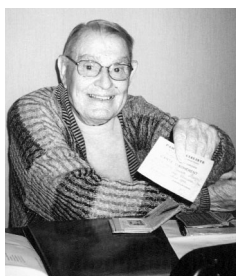
Comme cela avait été annoncé par Jean-Pierre DEMERLIAT à l'occasion du repas des Socialistes, le Premier Secrétaire est venu à la rencontre des militants de notre département le 4 novembre dernier. Devant près de 600 personnes, François HOLLANDE a dressé un tour d'horizon de l'actualité politique nationale et internationale.



Erratum : Dans l'article relatif au repas des Socialistes paru dans le dernier Espoir, nous n'avions pas mentionné la présence de nos amis du Parti Radical de Gauche parmi les délégations des Partis de gauche venues à cet événement.

■ Portrait de militant

François Beuzit : 60 ans de fidélité au Parti Socialiste



François Beuzit le reconnaît volontiers : il a été «élevé au biberon des idées socialistes». Toute sa vie l'a mobilisé et conforté dans son cheminement humaniste, teinté de générosité et d'une grande discrétion. «J'ai vécu une enfance malheureuse. J'avais 3 mois lorsque mon père fut tué à 15 jours de l'Armistice de 1918. Un choc. Une profonde cicatrice. J'ai très vite été touché par les injustices. J'ai compris que les riches,

les puissants avaient toujours le dessus sur les plus pauvres...».

Le 15 août 1944, il adhéra au parti socialiste, section de Salagnac, en Dordogne. Soixante ans plus tard, à 86 ans, François Beuzit, journaliste honoraire est toujours à jour de sa cotisation, à la section de Panazol. «Tant pis si l'ont dit qu'il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis. Je reste fidèle aux idées de Jaurès !».

Breton arrivé en limousin en mars 1948, il allait s'engager aux côtés d'un autre breton, une grande figure du socialisme en Limousin, Jean le Bail.

François Beuzit quittait «Les Voies Nouvelles» de Périgueux, un petit journal qui avait effectué un grand travail clandestin au profit de l'armée de l'ombre, pour être embauché au «Populaire du Centre». En 1955 il ouvrait une parenthèse dans sa carrière journalistique en bifurquant vers la politique, pour devenir le plus proche collaborateur de Jean le Bail en tant que secrétaire particulier et secrétaire administratif de la fédération socialiste. «Il s'agis-

sait d'un engagement fort. Il fallait notamment organiser les déplacements du député et assurer sa sécurité».

En 1956, il est vrai, la bagarre politique fut très rude et l'on ne peut pas oublier ses acteurs.

Jean le Bail, le professeur de latin-grec, «d'une intelligence lumineuse» était devenu un politique entier et courageux. A la mort de Staline, lui seul et un autre député refusèrent de se lever à l'assemblée nationale. De retour à Limoges, l'éditorialiste du «Popu» intitulait son billet : «Aujourd'hui mon cœur n'est pas en berne». Toute la ville s'arrachait le journal. Place Fontaine des Barres, on devait à la hâte effectuer un nouveau tirage l'après-midi !

François Beuzit fut toujours un compagnon fidèle de Jean le Bail. «Aujourd'hui on peut dire qu'il est resté le parlementaire limousin le plus marquant. Son influence a été énorme. S'il refusait d'être comparé à Jaurès, on ne peut pas nier qu'il contribua à former ses lecteurs, à les diriger naturellement vers les idées socialistes qui ont nourri le terreau fertile de cette région».

En 1958, le Bail - a qui Guy Mollet avait promis d'être Ministre de l'Éducation- fidèle à lui-même, refusait de suivre «de Gaulle l'usurpateur». Un large fossé se creusa entre ses positions et celle du parti socialiste. Ainsi pris fin une carrière politique au goût d'inachevé. François Beuzit, toujours sa carte du parti socialiste en poche, referma à ce moment là la parenthèse et retrouva la rédaction du «Populaire du Centre», lui aussi, sans jamais mettre ses idées au fond de sa poche. Soixante ans de militantisme sous toute ses formes : quel exemple !

Raymond DUMAS

■ Consultation militante

Référendum interne sur le traité constitutionnel en Haute-Vienne : une forte mobilisation, une forte participation et un «oui» massif

Résultats des votes des sections du mercredi 1^{er} décembre 2004

Nombre de votants : 1 633 (76,88 %)

Blancs ou nuls : 4

Suffrages exprimés : 1 599

OUI : 1 229 (76,86 %)

NON : 370 (23,14 %)

Sur la victoire du « oui » au niveau national, tout a été dit. On retiendra juste ici pour l'anecdote cette grande leçon : la politique n'est pas affaire d'arithmétique et d'addition. En effet, au total, la défaillance pour le « non » de fédération comme la Seine Saint-Denis démontre qu'il ne suffit pas de faire des additions avant une campagne. C'est la dynamique qui compte. Dans la fédération de la Haute-Vienne, cet aspect dynamique est un élément essentiel du bilan que nous dressons ici.

• UNE FORTE MOBILISATION

La première leçon à tirer de ce référendum interne, et c'est à mettre au crédit du Premier Secrétaire national, est le fort intérêt manifesté par les militants pour ce débat. C.I.G., P.E.S.C., P.A.C.... le jargon européen n'est pas très mobilisateur. Le traité constitutionnel épais, dense et peu littéraire nécessitait un effort de chacun pour comprendre les vrais enjeux politiques. Cet effort a été fait par beaucoup, et loin des raccourcis médiatiques, dont un grand quotidien du soir selon la formule, ou un quotidien régional selon une autre, n'ont pas été avares ; les militants se sont appropriés le débat : quelle Europe voulons-nous ? Que signifiait le choix de rupture du «non» ? ... Les débats que j'ai animé avec les camarades partisans du «non» ont tous été d'une excellente tenue, centrés sur l'essentiel. C'est un point très positif, qui, l'air de rien, démontre la vitalité démocratique du parti socialiste.

• PLUS DE 500 MILITANTS A BLANQUI

Un conseil national du parti socialiste avait souhaité que dans toutes les sections ait lieu un débat mais aussi une rencontre d'envergure fédérale. En Haute-Vienne, si chaque section a pu débattre avec ou sans intervenant s'il le souhaitait, le point d'orgue aurait été sans conteste le débat entre Ségolène Royal et Henri Emmanuelli le 24 Novembre. Plus de cinq cents militants étaient présents soit un peu moins d'un militant sur quatre, ce qui est considérable. Mais surtout, le débat était d'une excellente tenue, sans attaques personnelles, et portant sur le fond du dossier, les questions des militants démontrant la forte appropriation énoncée plus haut. En Haute-Vienne, ce soir là, nous avons parlé d'Europe, de l'enjeu social, de la réforme des institutions. Chacun a pu exposer son point de vue dans une grande sérénité.



• UN «OUI» MASSIF

Dans l'ensemble, donc, non seulement le débat a eu lieu, mais il a porté ici sur les vrais enjeux et pas sur les stratégies de un tel ou le positionnement de tel autre... Ce débat était préparatoire à un vote : celui du 1^{er} Décembre. Sur ce vote, on retiendra deux données essentielles : la très forte participation d'abord (presque 80%, ce que certains congrès n'atteignent pas), et une victoire très massive du «oui» (presque 77%) ce qui signifie tout simplement que trois militants sur quatre qui se sont exprimés ce 1^{er} Décembre sont favorables à la ratification du traité constitutionnel et c'est la continuité des choix qui avaient été faits au congrès de Dijon derrière François Hollande. C'est un vote homogène puisque le «oui» est majoritaire tant dans les sections rurales que dans les sections urbaines de Limoges, tant dans les petites sections que dans les grandes. Le «non» est majoritaire, de manière très isolée, dans quelques rares sections.

• ET MAINTENANT...

Et maintenant, le parti socialiste, dans son ensemble, de manière démocratique, fera campagne pour la ratification du traité constitutionnel. Ce choix s'impose à tous. Si la discrétion peut s'entendre, il n'y aura pas de deuxième campagne du «non» puisque ce serait bafouer le vote du 1^{er} Décembre. Mais il ne suffit pas d'avoir clarifié nos positions cet automne. A nous d'impulser une dynamique en France et en Europe (pour nos amis du P.S.E.). Nous ne ferons pas campagne avec la droite mais à côté car au-delà de cette architecture, de ce premier pas politique de la Maison Europe, tout le reste nous oppose. Il appartient à la France d'être fidèle à ses engagements européens et nous avons donné un premier signal positif. Mais il appartiendra demain au parti socialiste français de se battre sur deux niveaux. D'avoir d'abord un projet qui intègre l'Europe sociale et le traité social soit la prochaine étape, le prochain étage de cette grande aventure collective. S'il fallait faire le choix de l'avenir le 1^{er} Décembre, toutes les grandes batailles sont aujourd'hui devant nous.

Thierry BEAUBIAT,
Délégué fédéral à l'Europe.

■ Les effets de la politique gouvernementale

Décentralisation : du discours à la réalité

La dernière séance du Conseil Général de la Haute-Vienne aura été riche d'enseignements sur la réalité concrète des transferts de compétences issus de la loi de décentralisation du 13 août 2004 dite des «libertés et responsabilités des collectivités locales».

Dans le seul domaine de l'action sociale au sens large du terme, le surcoût de cette décentralisation devrait se monter à 1 780 000 €. Cette somme doit être en principe intégralement compensée par l'Etat, c'est d'ailleurs une obligation inscrite dans la Constitution française.

Pourtant, forts de l'expérience du transfert du RMI-RMA, on peut nourrir de sérieux doutes. En effet, au 1^{er} décembre 2004, l'Etat devait toujours 1 500 000€ au département ! Si l'on ajoute à cette somme ce dont l'Etat est redevable au Conseil général au titre du financement de l'APA, c'est près de 5 000 000€ qui manquent dans les caisses du département.

Pire, les charges dites induites ne seront, elles, pas compensées. Pour le seul RMI par exemple, au-delà du décalage dans le versement de la part Etat sus-évoqué, aucune compensation n'est prévue pour les frais de logistique. La Haute-Vienne se trouve même dans l'obligation de prendre à sa charge deux postes de conseillers en insertion de l'ANPE pour 90 000€. Qui plus est qu'en sera-t-il de la participation de l'Etat dans les années à venir alors que l'on sait d'ores et déjà que les dépenses vont aller crescendo ?

Ne sera pas compensé également le transfert des fonds sociaux auparavant financés par le Département, l'Etat et les autres acteurs locaux comme le FSL (Fonds de Solidarité Logement), le FAFE

(Fonds d'Aide à la Fourniture d'Energie) ou le FIT (Fonds d'Impayés de Téléphone). Là encore se pose le problème des effectifs.

Au final, le surcoût des transferts de personnel serait en fin d'année 2005 de 2 150 000€ compensés à hauteur de 1,950 M€ seulement. Il manquera donc 200 000€ !!

Pour finir, il serait délicieux, si les conséquences n'étaient pas aussi importantes, de constater que si l'Etat est très pressé pour «refiler» des compétences aux collectivités, il l'est beaucoup moins pour «récupérer» ce qui lui revient comme par exemple la politique de santé publique et plus particulièrement le dépistage du cancer du sein. En effet, l'Etat a indiqué qu'il n'était pas encore prêt alors qu'au 1^{er} janvier 2005 il a opéré ses transferts quand bien même tous les décrets ne sont pas encore parus !

Alors oui comme d'habitude, ce gouvernement manie à merveille la communication. Il n'y a d'ailleurs qu'à voir avec quelle indécence et démagogie des sommes folles sont englouties en publicité dans la presse locale pour vanter les mérites du fameux plan Borloo alors que seulement 10 % des sommes annoncées ne seront débloquées en 2005. Il est d'ailleurs intéressant de noter comment les représentants locaux de l'opposition départementale tentent déjà de justifier le futur échec de ce plan.

Alors non monsieur Raffarin en matière de décentralisation comme ailleurs, le compte n'y est pas !

Stéphane DESTRUHAUT,
Secrétaire fédéral chargé de la Solidarité,
de la Santé et de la Protection sociale.

Les avancées sociales du gouvernement : cap vers le 19^e siècle...

Camarades, ne nous y trompons pas, le discours du 1^{er} Ministre qui consiste à expliquer aux français que travailler plus, licencier plus facilement, et contrôler strictement les chômeurs trop oisifs est bon pour la croissance et pour l'emploi ne séduit personne, loin s'en faut. Certains journalistes nous démontrent que nombre de français seraient prêts à faire plus de 35h, si ces heures supplémentaires leur étaient rémunérées. Mais comment cela pourrait-il être autrement lorsque le pouvoir d'achat des consommateurs ne cesse de régresser, lorsque le prix des produits de première nécessité s'envole, lorsque le gouvernement en supprimant la TIPP flottante fait exploser le budget transport des ménages, lorsque tout est fait pour que les entreprises les plus riches de notre territoire puissent recourir aux contrats de travail les plus précaires ?

Le gouvernement libéral de M. Raffarin a réussi son pari : instaurer une économie de pénurie d'emploi et de crise pour que le sacrifice soit envisagé comme la seule voie. Car comment expliquer sinon, que des travailleurs acceptent des réductions drastiques de salaires ou d'effectifs en échange de l'arrêt du processus de délocalisation de l'appareil productif ? Comment analyser le retour à 40 h de travail hebdomadaire, avec peut-être le dimanche inclus ? (par choix du salarié nous dit-on, mais quel ouvrier choisit librement de faire des heures supplémentaires ?). Chantage à la délocalisation, chantage à l'emploi, rien ne leur est épargné.

Ainsi, la vision économique de la Droite correspond à une société de libre marché complet, sans régulation par la loi et sans contrainte, c'est à dire sans impôts. Grâce à ce concept idoine à leurs yeux, les entreprises deviennent compétitives car leurs outils de production (capital et travail) sont rendus hyper-flexibles. Voilà ce que les ministres, à tour de rôle, nous martèlent à longueur de journée. Aussi, mobilisons-nous pour expliquer à nos concitoyens que ce postulat est un faux discours car les entreprises qui aujourd'hui s'internationalisent, regardent du côté où les marchés sont en croissance, où la consommation est stable voire en expansion. Or, en France, sous l'effet de la casse sociale du gouvernement, le 3^e trimestre 2004 a vu reculer la consommation des ménages de 0,7%. Les consommateurs ayant peur de l'avenir, peur pour leur emploi, ils épargnent la part du revenu qui reste à la fin du mois (s'il en reste !) après avoir acquis le strict nécessaire. Et ce n'est pas en cassant la loi sur les 35 heures ou en démantelant la loi de modernisation sociale que M. Raffarin redonnera confiance aux consommateurs et relancera la demande. L'actualité des entreprises porcelainières n'est malheureusement pas là pour contredire ce discours. Paradoxalement, le MEDEF estime que le gouvernement est trop timide en rejetant leur proposition de modifier le code du travail pour y insérer la possibilité de licenciements pour «sauvegarder la compétitivité de l'entreprise», véritable porte ouverte aux multinationales pour justifier n'importe quelle décision dans ce sens. Mais les fortes oppositions des syndicats des dirigeants de PME face au MEDEF lors des dernières élections consulaires ou face au gouvernement à l'égard du Compte Epargne Temps, qui les obligerait à effectuer des provisions énormes dans l'hypothèse où tous les salariés le solderaient en même temps, doivent nous laisser optimiste. M. Raffarin, au sein de son propre électorat, ne sème que le doute alors que les dirigeants de PME n'attendent que la croissance.

En conclusion, montrons à nos concitoyens, à travers les réflexions autour de notre projet, que la vision du Parti Socialiste repose, à l'instar des «emplois tremplins» créés par les Régions, sur une idée simple, celle de redonner confiance et espoir en l'avenir.

Franck PERRACHON,
Secrétaire fédéral chargé de l'Economie,
de l'Emploi et des Entreprises.

Une année active...

L'année 2004 s'est achevée. Elle restera comme l'année des victoires pour le Parti Socialiste : cantonales, régionales, européennes et sénatoriales. Qui plus est, le débat interne sur le traité constitutionnel aura été l'expression d'une démocratie et d'un débat militant constructif.

Le MJS 87 a pris part à ces événements, menant de front, fidèle à lui-même, travail de terrain et de réflexion.

Outre la participation à l'université d'été du PS et à plusieurs journées de formation dans différentes régions de France sur des thèmes comme la santé ou la ruralité, les jeunes socialistes haut-viennois ont exprimé la volonté de s'approprier eux aussi le débat européen en s'engageant vers une voie constructive, porteuse d'espoir et donnant sa chance à la structuration de la vie politique pour qu'enfin vive l'Europe.

Mais comme le Parti Socialiste, le MJS 87 n'a pas voulu rester enfermé dans le débat européen, c'est pourquoi nous avons menés plusieurs campagnes, dont une, dénonçant les désormais fameuses paroles de Monsieur LELAY, PDG de TFI «Ce que nous vendons à Coca Cola, c'est du temps de cerveau humain disponible». Nous nous devons de réagir. Le MEDEF, les grosses entreprises consuméristes, les lobbys qui tirent les ficelles du pantin Raffarin et de son gouvernement composé de chasseurs de porte-feuilles (DOUSTE ?) ont moins à l'esprit la baisse significative du chômage que leurs propres intérêts et profits. La France, fin 2004 était morose, le moral des Français ne dépassait guère la côte de popularité du Premier ministre. Les citoyens ont besoin de socialistes militants et volontaires pour construire l'avenir.

Comme les années précédentes, les jeunes socialistes se sont réunis chaque mercredi en collectif pour préparer des actions, des réunions et débattre de l'actualité. Des assemblées générales thématiques se sont succédées et des soirées «film-débat» ont vu le jour.

Les jeunes socialistes ont terminé leur année militante par la visite du Sénat à l'invitation de Jean-Pierre DEMERLIAT. Ainsi le 15 décembre dernier, nous nous sommes rendus à la Haute Assemblée, où, faut-il le rappeler, les socialistes ont encore gagné des sièges lors des dernières élections sénatoriales.

L'année 2005 débute avec le souhait de tous les socialistes de construire une vie meilleure en élaborant le projet pour 2007. Ce texte sera à l'initiative des socialistes, pour les socialistes et devra être pour tous les Français un gage d'espoir. Pour faire reculer la droite dont les idées gangrènent la vie et détruisent les acquis sociaux, 2005 devra être militante et aussi fructueuse que l'année 2004. Le MJS 87 vous adresse à tous ses meilleurs vœux socialistes.

Pour le collectif MJS,
Ludovic GERAUDIE, Arnaud BOULESTEIX.

Trentenaire de la loi Veil sur l'IVG

Manifestation nationale le **Samedi 15 janvier** à Paris, à l'appel des associations Planning Familial, ANCIC et CADAC.

Le départ a lieu à 14 heures, place de la République et le parcours va jusqu'à l'Opéra.

Le Parti Socialiste fait partie des organisations qui soutiennent cette initiative et nous avons donc un cortège PS - MJS.

Pour plus de détails, contacter Anne MERIADEC-LE-MEUR.

Brèves...

■ «Les idées de gauche ne sont pas saines», ainsi a-t-on pu entendre parler Serge DASSAULT. Le fabriquant d'armes, ultra-libéral et chanter de la délocalisation doit être rassuré par la décision de l'archevêque de Lyon de faire éditer l'évangile, afin de le distribuer lors de la fête des lumières de la cité Rhodanienne par l'imprimeur chinois du célèbre petit livre rouge de Mao. Monsieur l'avionneur, la rééducation a changé de camp !

■ Eau trouble...et déboires

Ils s'en passent «des vertes et des pas mûres» certaines nuits, au bar de l'Hôtel Georges V ! Voilà en effet que le citoyen MARSAUD fait encore parler de lui. Plusieurs organes nationaux (Le Parisien Libéré, Paris-Match, Le Figaro, Le Point et bien d'autres) ont raconté par le menu ses démêlées rocambolesques dans une affaire concernant la distribution d'eau dans le Golfe Arabo-Persique. Apparaissant tantôt comme partenaire, tantôt comme entremetteur, l'ex-juge est accusé aujourd'hui par un des administrateurs d'une société où il siège, un certain PETIT et par un homme d'affaire franco-tunisien très introduit en Arabie, un certain AJROUDI, d'avoir été mêlé à une tentative de racket lors de la création d'une société devant opérer dans le marché de l'eau.

Cette affaire qui perdure depuis le mois de juin, aurait pris, toujours d'après les journaux, un tour violent mais très pittoresque le soir du 6 décembre au bar d'un grand palace parisien : l'Hôtel Georges V. Les journaux ont titré en effet à la suite de cette soirée «très animée» : «Le marché de l'eau en Arabie fini en «baston» au Georges V...»

Le service de sécurité du palace d'abord, la police ensuite, auraient dû embarquer, nous disent les journaux tout ce beau monde, MARSAUD, clamant de son côté, son immunité parlementaire, précise l'hebdomadaire Le Point.

S'il s'agit bien d'un marché de l'eau, il doit sûrement s'agir d'eau trouble...

■ La sagacité d'un député U.M.P.

On a appris qu'une délégation de parlementaires français, dépêchés en UKRAINE pour veiller au bon déroulement du scrutin présidentiel lors de la première phase de la consultation, avait conclu dans son rapport à la complète régularité du scrutin (celui où IANOUKOVITCH était donné vainqueur de IOUCHTCHENKO... on sait depuis qu'à la suite de l'annulation du second tour, passablement truqué, les nouvelles élections organisées ont vu la victoire nette et sans appel de IOUCHTCHENKO.

Ah ! Juste un détail, dans cette délégation composée de députés U.M.P. et d'un député communiste, figurait un certain MARSAUD. Vous connaissez peut-être ?

Cap sur le Projet des socialistes

La consultation militante sur la constitution européenne a mobilisé l'ensemble du parti et a permis une clarification nécessaire. Cette étape étant désormais franchie, il nous revient, collectivement, la charge de préparer le projet des socialistes et de répondre aux attentes de plus en plus fortes de nos concitoyens.

Coordonné au plan national par Martine Aubry, Jack Lang et Dominique Strauss-Kahn, ce processus devra se clôturer à la fin de l'année 2005 par une consultation interne. L'enjeu n'est pas de dresser un programme clé en main pour nos futurs candidats aux élections législatives et présidentielles mais bien de définir la façon dont les socialistes perçoivent les enjeux d'aujourd'hui et de demain. C'est à partir de ce travail que le programme sera construit.

Sur le plan fédéral, une première réunion s'est tenue le 29 novembre dernier associant le secrétariat fédéral, les secrétaires de section et les militants intéressés par cette démarche. Une méthode de travail a été définie dans le cadre du calendrier élaboré par le Bureau national. Ce dernier prévoit deux phases pour nos discussions : le premier semestre sera consacré aux questions de société (Education, Laïcité, intégration, etc.) et le second semestre aux questions économiques et sociales.

Afin d'associer l'ensemble des militants de notre département, plusieurs actions ont été programmées :

- Chaque section peut se choisir un thème de réflexion et produire une synthèse de ses travaux. La fédération peut bien sûr venir en appui pour fournir un intervenant.

- Au niveau fédéral, un thème sera retenu chaque semestre et fera l'objet de plusieurs réunions sur l'ensemble du département pour permettre à plusieurs sections de débattre ensemble.

- Les commissions fédérales pourront organiser des soirées-débats thématiques en collaboration avec les groupes de travail nationaux.

La commission fédérale du projet sera chargée d'assurer la coordination de ces actions et le lien avec le secrétariat national. Les thèmes retenus et les modalités de ce travail seront bientôt précisés à l'ensemble des secrétaires de sections.

A l'heure des traditionnels vœux et après une année qui a montré que les socialistes sont devenus la principale force électorale du pays, faisons ensemble de 2005 l'année de l'affirmation de notre projet et de nos valeurs pour redonner de l'espoir et de la confiance en l'avenir pour nos concitoyens.

Laurent LAFAYE,

Secrétaire fédéral à la communication et aux études, en charge du Projet.

P.S. : Des camarades se sont déjà inscrits à la commission fédérale du projet. Pour y participer, contacter la fédération.

CATASTROPHE EN ASIE DU SUD EST

Le Parti Socialiste a débloqué une première somme importante pour l'aide d'urgence.

Notre fédération, en concertation avec la direction nationale, apportera sa contribution au don qui sera versé pour financer les opérations nécessaires à plus long terme.

Rassemblement national des Secrétaires de Sections

Dimanche 30 janvier à PARIS (Mutualité)

Cette journée s'articulera autour de 2 thématiques principales :

«Combattre la droite» et «Le Projet : éléments de diagnostic et méthodologie».

Brèves...

■ Peut-être avec un peu de patience...

A la suite d'un article paru en 2002 dans Libération, concernant le LIMOGES C.S.P., Alain RODET avait porté plainte en diffamation contre l'auteur de l'article, un certain PAREDES et le journal parisien.

Le Tribunal de Grande Instance, dans un jugement d'octobre 2003, avait condamné le journaliste et le quotidien Libération, lesquels avaient fait appel.

La Cour d'Appel avait confirmé le jugement de Grande Instance, ce qui n'avait pas découragé le Directeur de Libération et son pigiste PAREDES qui s'étaient pourvu en cassation. La Cour de Cassation dans un jugement de fin novembre vient de confirmer le jugement de la Cour d'Appel et donc le premier jugement de Grande Instance.

A ce jour, France 3 Limousin, où paraît-il, «pige» désormais le dénommé PAREDES, n'a pas encore fait grand cas de cette information judiciaire. Il ne faut peut-être pas désespérer. Dans quelques semaines, les téléspectateurs régionaux en seront peut-être informés...

■ Mais pourquoi donc PELISSARD à Guéret ?

La démission de 283 élus locaux à l'occasion du Congrès Départemental des Maires, a eu un grand retentissement en Creuse et au-delà. Les élus marchois ont reçu de nombreux témoignages de soutien. RAFFARIN, selon sa méthode éprouvée, de la fausse compassion, avait même déclaré être à l'écoute des démissionnaires.

Seulement voilà, il y a quelques jours, il n'a reçu qu'une vingtaine d'entre eux (19 pour être exact), tous se réclamant de l'U.M.P. Les 264 autres ont la très nette impression d'avoir été honteusement trompés. Cela d'autant plus que la situation des services publics chez nos voisins (comme ailleurs), ne semblent pas en voie d'amélioration.

Une question cependant se pose, pourquoi l'Association des Maires de la Creuse avait-elle invité pour animer sa réunion, PELISSARD, Député-Maire U.M.P. de Lons-le-Saunier, à l'époque Vice-Président de l'Association des Maires de France, élu Président de la même association lors du Congrès de novembre à la Porte de Versailles à PARIS ; PELISSARD, rappelons-le a été élu contre notre camarade André LAIGNIEL, présenté par les socialistes et soutenu par la gauche, lequel André LAIGNIEL avait été l'invité de notre Fédération pour la réunion de rentrée des socialistes Haut-viennois en septembre dernier.

Dis-moi qui tu invites...